



Le goulag qui ne veut pas dire son nom

CHINE • La prospérité de la Chine d'aujourd'hui est bâtie, en partie, sur le déni des pires heures de son histoire contemporaine. Système pénitentiaire comparable au goulag soviétique, le laogai reste largement méconnu.

PASCAL BAERISWYL

La nouvelle est passée inaperçue. Le 11 janvier dernier, un dissident chinois de renom, Yu Jie, arrivait à Washington. Moins connu que Liu Xiabo, Prix Nobel de la paix 2010, Yu Jie a longtemps collaboré à «Observe China», site internet géré par la «Laogai Research Foundation». Cette dernière a elle été créée aux Etats-Unis par Harry Wu. Ex-prisonnier d'opinion lui-même, Wu a dédié sa vie - à l'image des grands dissidents russes - à lutter contre l'oubli frappant les millions de victimes du système connu sous le nom de laogai.

«Si l'être humain n'a aucune valeur, cette société n'en a pas non plus...»

HARRY WU

Vous avez dit «laogai»? Incroyable mais pas français: le mot «laogai» ne figure toujours pas dans le Petit Robert - alors que les principaux dictionnaires anglais ou allemands l'ont adopté depuis longtemps! Une étonnante résistance qui symbolise la difficulté à appréhender un concept comparable, plus ou moins, à celui de goulag. Comme le mot russe goulag, laogai est un acronyme signifiant «amendement par le travail», ou «rééducation par le travail». Depuis les années 90, cependant, les autorités chinoises l'ont officiellement remplacé par une autre expression (qui se traduit par «prison»), moins infamante aux yeux de l'opinion internationale. Le système lui-même a subi une évolution: il ne s'agit plus de «réduquer», mais simplement de punir par l'obligation au travail.

Les racines du système

Né avec la révolution chinoise de 1949, cet immense réseau de camps (jusqu'à 2500 sites répertoriés) de travaux forcés a vu passer plus de 50 millions de Chinois(es). Plusieurs millions de détenus de droit commun y vivent encore sous un régime atténué. En un demi-siècle, on estime que 15 à 20 millions d'entre eux y sont morts. Des chiffres à l'échelle du pays: démesurés, même en comparaison internationale.

«Les camps font partie de la dictature. C'est même son noyau dur, ce système ne peut exister sans les camps. S'il y a parti unique, s'il y a révolution, il y a nécessairement des contre-révolutionnaires qu'il faut emprisonner et tuer. Sans le laogai, ce système est fini», résumait-il y a quelques années dans une interview Harry Wu. Après y avoir passé 19 ans (1960-79), au motif d'avoir osé critiquer l'invasion de la Hongrie par l'URSS, le dissident a pu quitter le laogai, profitant d'un assouplissement provisoire du



Même si beaucoup de choses ont changé depuis la pire période du laogai (1950-80), la condition de certains ouvriers (ici des mineurs de la province de Heilongjiang, tout au nord du pays) n'est pas sans rappeler celle des détenus des camps de travaux forcés d'alors. KEYSTONE

régime politique sous Deng Xiaoping, avant d'émigrer aux Etats-Unis (1985) et d'y être naturalisé.

Souvent comparé au goulag russe, le système des camps de «rééducation par le travail» a longtemps échappé aux catégories d'analyse occidentales. Tout d'abord, la continuité du communisme chinois - qui n'a pas connu le sort brutal du «grand frère» soviétique - rend tout travail de recherche indépendante impossible en Chine. Malgré les interdits, Harry Wu est retourné à trois reprises enquêter clandestinement sur le terrain. La dernière fois, en 1995, il est arrêté et emprisonné durant une soixantaine de jours. Il ne sera relâché qu'à la faveur d'une intervention de l'administration du président Clinton.

Les résultats de son inlassable travail de mémoire ont été publiés dans plusieurs ouvrages poignants. «Mourant de faim dans le froid de l'hiver, se rappelle-t-il, j'appris à admirer le rat, qui stocke soigneusement des réserves dans les galeries si habilement ménagées que l'eau ne peut y pénétrer. Pendant les heures de travail, nous nous efforçons de repérer un rat filant vers son trou car nous pouvions alors creuser pour trouver de

la nourriture...» Les atroces conditions de survie dans les camps de travail sont communes à d'autres formes de goulag ou de camps de concentration. Mais la Chine a poussé plus loin encore le système en reliant la «rééducation» (lavage de cerveau, endoctrinement, déshumanisation) au développement agricole, artisanal ou industriel du pays.

Des variables d'ajustement

Comme en URSS, les prisonniers politiques (80% de la population carcérale dans les années 50) et les droits communs furent indistinctement détenus dans les camps de travail. Des colonies pénitentiaires souvent liées à une grande entreprise: mine, usine ou ferme agricole. Les détenus étaient ainsi déplacés, à travers toute la Chine, selon les besoins de production économique ou l'effort de guerre du moment.

Si pour les prisonniers d'opinion la «rééducation» pouvait durer jusqu'à dix ans, beaucoup furent assignés parfois à vie - après avoir purgé leur peine - à un camp de travail au régime moins rigoureux. Tel est le cas de Harry Wu qui connut sa femme et se maria dans un laogai. Ce n'est qu'après la mort de Mao

(1976), à la faveur d'une première vague de libérations, que Harry Wu fut rendu à la liberté (1979).

Devenu citoyen américain, ce dernier est parvenu dans les années 90 à alerter l'opinion et le monde politique. Sous la présidence de Bill Clinton, les dénonciations du sort fait aux prisonniers du laogai remettent en question la clause de «nation la plus favorisée» accordée par les Etats-Unis aux exportations chinoises. Au travers de ses enquêtes sur le terrain, Harry Wu a pu démontrer comment des denrées ou des objets produits par des prisonniers-esclaves se retrouvaient en Amérique. Cela en violation des lois internationales prohibant ce type de commerce. Les grandes entreprises multinationales furent également sensibilisées afin rendre transparente l'origine de leurs importations chinoises. Tout cela en vain, selon plusieurs ONG défendant les droits de l'homme.

Officiellement, la production de biens exportés à partir de «l'archipel du laogai» ne représente qu'une infime partie du produit national chinois. Peu importe, s'insurge Harry Wu, qui dénonce l'aveuglement de l'Occident, à l'image

de ce tourisme consistant à faire visiter des «usines» à des étrangers ignorant des conditions d'esclavage de leurs ouvriers-prisonniers.

«Un peu moins atroce»

Aujourd'hui, à 75 ans, l'ancien détenu continue - presque seul - à dénoncer un système mis en place il y a plus de 60 ans. Œuvre d'une vie, Harry Wu est enfin parvenu à ouvrir en 2008 à Washington le seul musée au monde consacré au laogai. «En Chine, écrivait-il déjà en 1997 dans «Retour au laogai», le crime suprême a longtemps été le crime politique. Si les dirigeants n'appréciaient pas ce que vous disiez, écriviez ou faisiez, ils massacraient toute votre famille. C'est un peu moins atroce aujourd'hui mais le pouvoir trouve d'autres moyens de vous punir si vous critiquez la patrie. La société est faite d'êtres humains, mais si l'être humain n'a aucune valeur, cette société n'en a pas non plus.» I

> **Sur le sujet:** Harry Wu: «Le goulag chinois», Dagorno, 1996; «Vents amers», Bleu de Chine, 1996; «Retour au laogai», Belfond, 1997; «Le livre noir du communisme», collectif, Robert Laffont, 1997.

LA SEMAINE PROCHAINE

TRAFIC AU MUSÉE

Le trafic d'œuvres d'art est aujourd'hui l'activité criminelle la plus lucrative au monde après le trafic de drogue. Qui peut aujourd'hui investir dans l'art pour des montants aussi vertigineux? Certains musées jouent un rôle trouble dans le commerce illicite d'antiquités. Enquête à suivre...

RSR-La Première
Lundi au vendredi
de 15 à 16 h

Histoire vivante
Dimanche 21 h 05
Lundi 23 h 20

Famine, la terrible facture du maoïsme

Prenant modèle sur l'URSS de Staline, la Chine de Mao fut le terrain d'expérimentation des utopies les plus dévastatrices. Des utopies dont les noms presque poétiques - «Le grand bond en avant», «Les cent fleurs», «L'homme nouveau» - cachent des massacres humains d'ampleur inégalée. Pas étonnant dès lors que le bilan des victimes du communisme, établi par le fameux «Livre noir du communisme», place la Chine au 1^{er} rang mondial avec 65 millions de morts, loin devant l'URSS (20 millions).

L'une des pires conséquences de ces utopies est connue sous le nom de «Grande

famine». Entre 1958 et 1961, la République populaire vit trois années de famine exceptionnelles qui feront entre 22 et 45 millions de morts, selon les estimations. Après l'avoir longtemps nié, les responsables chinois reconnaissent depuis les années 80 la responsabilité du pouvoir maoïste: dérive idéologique, collectivisation désastreuse, méconnaissance dramatique des techniques agricoles, elle-même conséquence du «Grand bond» (censé industrialiser l'agriculture et augmenter la productivité au pas de charge).

Dans un édifiant documentaire sur «La grande famine» (diffusé dimanche soir sur TSR2),

Patrick Cabouat et Philippe Grangereau donnent la parole à un historien qui a vécu cette tragédie. Yang Jisheng se souvient: «Le plus choquant, c'est que la population ne mourait pas à cause d'une pénurie de nourriture. Les silos à grains de l'Etat étaient pleins. Mais ce régime, qui prétendait servir le peuple, a refusé de secourir sa population. Cela m'a vraiment sidéré...»

Rien, malheureusement, ne parvint à arrêter les erreurs des idéologues au pouvoir. Aujourd'hui encore, Yang Jisheng s'interroge sur la puissance des tabous historiques pesant sur les Chinois: «Pourquoi 50 ans après

La grande famine, les autorités refusent-elles de reconnaître la réalité et d'en débattre? Je pense que leur attitude est stupide. Le pouvoir est persuadé que cela pourrait porter atteinte à la légitimité du régime communiste et menacer sa direction. Un jour, ils devront se libérer de cette histoire et le plus tôt sera le mieux. Je suis convaincu qu'une nation qui n'est pas capable de se confronter à sa propre histoire n'a pas d'avenir.» PAB



KEYSTONE